

SELLAL À PROPOS DE L'AFFAIRE IN AMÉNAS : «C'était un message clair pour les terroristes»

Quarante-huit heures après le dénouement de l'affaire de prise d'otages de In Aménas et l'assaut final donné par les forces spéciales de l'Armée nationale populaire, le Premier ministre Abdelmalek Sellal a annoncé, hier lundi, le bilan officiel de cet acte terroriste mais aussi de l'intervention de l'armée : 38 otages dont un Algérien morts, 5 autres étrangers «portés disparus» et «quelques blessés seulement parmi les militaires».

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - En outre, «7 parmi les otages étrangers n'ont toujours pas été identifiés», ajoutera Sellal lors d'une conférence de presse animée et «exclusive» consacrée à l'affaire de l'attaque terroriste de Tiguentourine, à In Aménas, dans la wilaya d'Illizi dans l'extrême sud-est du pays, tout près de la frontière avec la Libye.

Une attaque menée par le groupe terroriste dénommé «les signataires par le sang» du sinistre Belmokhtar. Composé de 32 éléments «puissamment armés», ce groupe assaillant, comprenait 3 terroristes algériens, dont le chef, un certain Bencheneb Amine, et 29 de diverses origines étrangères. «Il y avait parmi ces terroristes, pas moins de 11 Tunisiens, des Mauritaniens, des Egyptiens, des Nigériens et des Canadiens d'origine arabe. Tous ont été éliminés, sauf trois capturés vivants», précisera Sellal.

Dans son intervention préliminaire, le Premier ministre fera plusieurs autres révélations sur cette opération de prise d'otages la plus grande de l'histoire. Les premières investigations menées par les services de sécurité montrent, dira Sellal, que «cette opération avait été préparée depuis deux mois par les terroristes. Ces derniers sont venus de la

région du nord du Mali et, en longeant la frontière algérienne, ils ont traversé le Niger avant d'aboutir à In Aménas, via la Libye. Ils étaient extrêmement bien armés (...) Parmi eux, il y avait un Nigérien qui avait déjà travaillé comme chauffeur dans cette même base dans le passé».

Aussi, révèle encore Sellal, qui n'écartera pas du tout d'autres complicités que l'enquête révélera, «les assaillants étaient entrés dans la base et le site avec un plan bien détaillé et savaient avec précision où se diriger».

Autre détail important, et s'agissant des sept derniers otages étrangers, découverts morts sur le site gazier après le deuxième assaut des forces spéciales, samedi dernier, Sellal affirmera «qu'ils avaient tous été exécutés d'une balle dans la tête par les ravisseurs».

Revenant longuement sur le déroulement de l'opération de riposte de l'armée, «suivie heure par heure par le président, et qui a été conduite au plus haut niveau de l'Etat», Sellal confirmera son aspect incontournable. «Ce que les forces spéciales ont réalisé est un exploit rare dans le monde et dont je suis personnellement très fier. Dans cette affaire qui était extrêmement difficile et complexe, nos jeunes éléments



Sellal intransigeant.

des forces spéciales ont fait montre d'un professionnalisme que je tiens ici à souligner avec force et l'intervention était d'un très haut niveau. Toute latitude avait par ailleurs été laissée au haut commandement militaire de conduire et de décider du moment d'agir, selon l'appréciation qu'il en fait sur le terrain.»

Le Premier ministre, qui annoncera que «personnellement, j'ai eu des communications avec une vingtaine de chefs de gouvernement et de responsables de pays étrangers» durant toute cette affaire, expliquera qu'en fait, deux raisons au moins rendaient cette intervention nécessaire. D'abord la tentative des terroristes de sortir avec des otages pour les emmener vers le Mali.

Mais aussi, parce que «vendredi, ils (les terroristes, Ndlr) ont essayé de faire exploser le site gazier. Il n'y avait pas moins de 5 missiles qu'ils avaient dirigés contre ce vaste site. Et vous imaginez un peu les conséquences s'ils avaient réussi. D'ailleurs, il y a eu une explosion de bombe qui avait déclenché un incendie toute la nuit. Heureusement que l'intervention des pompiers mais aussi de travailleurs avait finalement permis de le contenir».

«Nous n'accepterons jamais un Sahelistan à nos frontières»

Une catastrophe également évitée grâce à l'alerte donnée par le gardien algérien avant d'être assassiné par les terroristes, le premier jour de l'at-

taque et qui a permis de décompresser tout le site.

Le Premier ministre a tenu à rendre un hommage appuyé au jeune défunt inhumé dimanche à Tiaret. Tout ceci, s'agissant des faits et des détails du drame.

Au plan politique, Sellal estimera que, ce faisant, à savoir en décidant d'opposer une riposte ferme aux terroristes, l'Algérie voulait livrer un message : «A un moment donné, il fallait bien un signal clair. Et nous l'avons donné ! Le terrorisme n'aura plus jamais de prise en Algérie. Il est hors de question que l'Algérie bascule de nouveau dans le terrorisme.»

Intimement liée à la situation catastrophique et à l'intervention française au Mali, cette prise d'otages ne va en rien infléchir la position algérienne. «Aucun soldat algérien ne sera envoyé au Mali», tranchera Sellal. Il réitère la position algérienne sur cette affaire. «Nos troupes ont été mises en état d'alerte dans le Sud et sur nos frontières depuis un mois, révélera-t-il, avec comme mission de défendre l'intégrité territoriale du pays».

Confirmant aussi la décision de l'Algérie d'ouvrir son espace aérien à l'aviation militaire française «prise de façon souveraine et conformément à la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU», le Premier ministre estimera que «l'intégrité territoriale et la maîtrise de la situation au Mali relèvent de l'intérêt stratégique de l'Algérie».

Et quoi qu'il en soit, «nous n'accepterons jamais un «Sahelistan» à nos frontières».

K. A.

BELMOKHTAR, ABOU ZEID ET BOUCHENEB AVAIENT OPTÉ POUR UNE ACTION CONJOINTE

La décision de frapper les sites pétroliers remonte à 2010

La décision de frapper les installations pétrolières situées au sud du pays ou kidnapper des occidentaux exerçant sur ces sites remonte à fin 2010. Le choix a été fait par trois chefs terroristes activant dans la région du Sahel. Il s'agit de Mokhtar Belmokhtar, Abdelhamid Abou Zeid de son vrai nom Ghadir Ahmed et Mohamed Lamine Boucheneb respectivement émirs des Katibats (phalanges) «El Moulathamine», «Tarik Ibn Ziad» et du MSJI.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Un réseau de soutien démantelé par les services de sécurité en mars 2011 a permis à ces derniers, de disposer des premières informations concernant les objectifs fixés par les différentes organisations terroristes activant dans la région du Sahel.

L'arrestation du nommé Hamdaoui Abdelkader originaire de la région de Ouargla était considérée comme le début d'une vaste opération d'investigation qui a permis aux services de sécurité de démanteler

un important réseau de soutien. Au nombre de six, les mis en cause déférés hier devant le tribunal criminel, sont tous natifs de la région de Ouargla. Ils ont reconnu avoir eu des contacts avec des intermédiaires «travaillant» pour le compte d'au moins trois organisations terroristes, dont le Mouvement des fils du Sahara pour la justice islamique (MSJI).

Ces informations sont contenues dans l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation près la Cour d'Alger. Cette dernière a renvoyé en date du 7 juillet

2011 les mis en cause devant le tribunal criminel pour les chefs d'inculpations de «détention de produits explosifs, de transfert de munitions et d'armes de guerre dans le but d'exécuter des attentats criminels sur le territoire national».

Le procès des six inculpés devait avoir lieu hier, au niveau de la Cour d'Alger. Mais le président du tribunal criminel a décidé de renvoyer l'affaire à la prochaine session criminelle, suite à l'absence des avocats d'au moins trois inculpés. Ces derniers ont d'ailleurs exprimé leur refus «d'être jugés sans la présence de notre défense». Cela étant, dans cette affaire, ce sont au total onze personnes à être poursuivies pour les cinq chefs d'inculpations. Ces dernières en fuite, dont Mokhtar Belmokhtar Abdelhamid Abou Zeid et l'émir du MSJI, le

nommé Mohamed Lamine Boucheneb connu sous le pseudonyme Tahar ont été déjà condamnées dans d'autres affaires par la justice algérienne à la peine capitale.

Selon l'ordonnance de renvoi de la chambre d'accusation, les services de sécurité avaient réussi, en 2011, «à démanteler des cellules de soutien et de logistique relevant des groupes terroristes activant à l'intérieur et à l'extérieur du pays et à faire échouer leurs plans criminels». Il s'agit des groupes terroristes «Tarik Ibn Ziad», dirigés par Abdelhamid Abou Zeid, «El-Moulathamine», dont l'émir est Mokhtar Belmokhtar activant tous, sous la bannière de l'AQ-MI. Cette dernière à laquelle sont rattachées les deux organisations terroristes avait adopté une nouvelle stratégie qui consistait à doter l'autre groupe

terroriste se faisant appeler «le Mouvement du Sahara pour la justice islamique» (MSJI), dirigé par Boucheneb Mohamed Lamine, d'armes et d'explosifs, tout en assurant l'entraînement des nouvelles recrues dans le but de commettre des attentats terroristes dans la région du Sahel.

Selon la même source, ce mouvement avait planifié plusieurs opérations terroristes à l'intérieur du pays avec comme principales cibles, des compagnies pétrolières situées dans le sud algérien.

D'après l'un des mis en cause, le MSJI avait pour objectif de pousser l'Etat algérien à des négociations sur certaines revendications dont «la séparation du sud algérien dans le but d'instaurer un Etat Islamique».

A. B.